



LES FAITS MARQUANTS DE LA GTEA 5 LUNDI 16 JUIN 2014

La cinquième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de la mise en œuvre (GTEA 5) de la Convention sur la diversité biologique (CBD) s'est ouverte au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à Montréal, Canada.

Les participants ont abordé: l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la biodiversité et l'appui apporté aux Parties dans le cadre du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi pour la biodiversité; la mobilisation des ressources, et le mécanisme de financement. En clôturant la réunion, le président Hem Pande a annoncé la création d'un groupe de contact informel sur la mobilisation des ressources et le mécanisme de financement.

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Pande (Inde), président de la GTEA 5, a ouvert la réunion. Prakash Javadekar (Inde), président du Bureau, a, via vidéo, souligné l'importance de l'examen à mi-parcours du Plan stratégique. Il a également souligné l'importance d'aborder la réduction de la pauvreté comme un objectif majeur.

Bráulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la CBD, a annoncé que 26 Parties ont présenté des SPANB, 78 Parties ont achevé leurs 5e rapports nationaux et 30 pays ont envoyé des avant-projets de leurs rapports nationaux. Il a souligné la nécessité de mettre à jour la mobilisation des ressources et a exhorté les Parties à ratifier leurs engagements envers le Protocole de Nagoya.

DECLARATIONS D'OUVERTURE: En ce qui concerne la «feuille de route de Pyeongchang 2020», LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE a informé les délégués que la feuille de route comprendra les éléments clés des recommandations de l'examen à mi-parcours du Plan stratégique, ainsi que les progrès accomplis concernant les objectifs d'Aichi. Il a souligné la nécessité de renforcer la coopération technique et scientifique à travers l'échange d'expertise et d'expériences pour la pleine application du Plan stratégique, et a attiré l'attention sur l'importance de l'intégration de la biodiversité dans les objectifs de développement durable (ODD).

Le représentant du MEXIQUE a annoncé l'intention de son pays d'accueillir la CdP 13 en 2016. La Bosnie-Herzégovine, au nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (ECO), avec de nombreux autres pays, a exprimé sa gratitude aux pays donateurs qui ont contribué à la participation des pays à économie en transition, et l'ECO a préconisé des recommandations simples et efficaces pour l'examen à mi-parcours pour assurer la mise en œuvre du Plan stratégique et la réalisation des objectifs d'Aichi.

La Thaïlande, au nom de l'Asie-Pacifique, a appelé à un accroissement de l'appui destiné au renforcement de la coopération scientifique et technique pour la réalisation des objectifs d'Aichi. La Grenade, au nom du GRULAC, rejointe par beaucoup d'autres pays, a souligné que la représentation effective aux réunions constitue l'élément le plus fondamental du processus et a appelé à des apports financiers du secteur public pour améliorer la mobilisation des ressources.

L'Ouganda au nom du GROUPE AFRICAÏN, a réitéré l'engagement d'augmenter les ratifications du Protocole de Nagoya et de soumettre les SPANB révisés et mis à jour, soulignant l'importance de la formation de partenariats et du renforcement des capacités.

La Grèce, au nom de l'UE, a souligné, entre autres: le renforcement des capacités; le mécanisme d'échange (CHM); la mobilisation des ressources nationales; les synergies avec les conventions de Rio et d'autres conventions relatives à la biodiversité; et l'intégration de la biodiversité dans le programme de développement.

L'Afrique du Sud, au nom des pays mégadivers animés du même esprit (LMMC), a donné la priorité à la fourniture de ressources adéquates et à leur mobilisation effective en tant que partie intégrante de la réussite du Plan stratégique 2011-2020 pour la biodiversité.

QUESTIONS D'ORGANISATION: Les délégués ont adopté l'ordre du jour (UNEP/CBD/WGRI/5/1) et l'organisation des travaux, sans amendement. Ils ont élu Eleni Rova Marama Tokadua (Fidji) en tant que Rapporteur.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2011-2020 POUR LA BIODIVERSITÉ

Le Secrétariat a présenté les documents relatifs à l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la biodiversité et à l'examen des progrès accomplis dans l'appui fourni aux Parties dans le cadre des objectifs du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi (UNEP/CBD/WGRI/5/2 et le PNUÉ / CBD/WGRI/5/3).

EXAMEN DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS: LA MISE À JOUR ET LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES ET DES PLANS D'ACTION NATIONAUX POUR LA BIODIVERSITÉ (SPANB); ET DANS L'APPUI FOURNI POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE LA CONVENTION ET DE SON PLAN STRATÉGIQUE 2011-2020 POUR LA BIODIVERSITÉ:

De nombreux pays ont fourni des mises à jour sur l'état d'avancement des SPANB. Le CAMEROUN a souligné l'approche participative réussie visant à attirer l'attention des pays sur la biodiversité, et l'importance des réunions sous-régionales pour le partage d'expériences.

S'agissant de la coopération scientifique et technique, le JAPON a proposé des modifications, notamment: la spécification de la nature des questions qui nécessitent la coopération, en recueillant les opinions des Parties avant de recueillir les informations sur les bonnes pratiques et la fourniture de l'expertise; des précisions sur le terme «appui personnalisé»; et, avec la NORVEGE et l'AFRIQUE DU SUD, une proposition que le processus d'appariement des décisions ne doit pas faire doublon avec les mécanismes internationaux et régionaux tels que la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et le Réseau Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires.

Le CANADA a rappelé l'importance du CHM, soulignant la nécessité de nouveaux partenariats sur les aires marines et autres aires protégées. Le MEXIQUE a appelé à l'élaboration d'un outil interactif pour aider les pays à atteindre chacun des 50 objectifs identifiés par le Secrétariat.

Le BRÉSIL a parlé de la mise en place d'objectifs nationaux, dont certains dépassent les objectifs mondiaux adoptés par la CdP 10, y compris sur l'Amazonie et autres biomes terrestres.

L'UE a appelé, entre autres: à des indicateurs clairs et crédibles pour appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi; au renforcement des capacités pour l'auto-évaluation; et à une stratégie visant à relier tous les centres d'échange de la CBD afin d'éviter les doubles emplois.



Pour ce qui est des exigences spécifiques de l'Objectif d'Aichi 17, l'INDE a proposé l'insertion d'un calendrier, tandis que la COLOMBIE a fait rapport sur trois ateliers, le dialogue multi-sectoriel dans le pays, et la mise en œuvre sectorielle de son SPANB, et a demandé instamment que la priorité soit donnée au renforcement des capacités.

L'AFRIQUE DU SUD, appuyée par CUBA, a souligné, entre autres: le lien entre la biodiversité et tous les ODD pertinents; les synergies entre la Convention et ses Protocoles visant à renforcer la coopération; éviter le double-emploi et utiliser efficacement les ressources; et ses préoccupations concernant la répétition du travail dans les plates-formes existantes, y compris l'OSASTT et l'IPBES.

Le SOUDAN a expliqué la mise en place de sa stratégie nationale conformément aux objectifs généraux de la Convention. Le BELARUS a souligné l'impact positif des séminaires régionaux pour l'élaboration des initiatives efficaces. Le NIGER a souligné l'importance de l'évaluation des services écosystémiques pour assurer l'augmentation des investissements.

L'ARGENTINE a souligné l'importance du renforcement des capacités et du CHM, tandis qu'OMAN et l'ETHIOPIE ont demandé que le Tableau 2 sur l'état actuel de la révision des SPANB soit mis à jour pour refléter les récentes observations.

La SUISSE a relevé l'accent mis sur la mise en œuvre globale du programme, et a fait une mise en garde contre des recommandations trop spécifiques.

L'ETHIOPIE a souligné les difficultés rencontrées dans la mobilisation des ressources, et l'UGANDA a partagé le succès de la nomination des «champions cibles» pour créer le sentiment d'appropriation, tout en reconnaissant le soutien reçu pour le renforcement des capacités et la sensibilisation.

La THAILANDE a formulé des recommandations supplémentaires pour guider l'examen à mi-parcours en vue d'aider à mobiliser les ressources financières et mettre à disposition davantage de ressources pour la traduction des documents du CHM.

TIMOR LESTE a appelé à une assistance technique et financière pour la mise en œuvre des objectifs, et a appuyé les auto-évaluations sur les écarts en matière de capacité et de financement. SAINTE LUCIE a reconnu l'importance de l'intégration de la biodiversité au niveau national.

Le représentant de SAINT KITTS ET NEVIS appelé au renforcement des capacités et à des ressources supplémentaires pour la réalisation des objectifs d'Aichi.

Le président Pande a annoncé que le Secrétariat produira un document révisé sur ces deux points de l'ordre du jour.

MOBILISATION DES RESSOURCES: Le Secrétariat a présenté les documents sur la mobilisation des ressources (UNEP/CBD/WGRI/5/4, UNEP/CBD/WGRI/5/4/Add.1 et UNEP/CBD/WGRI/5/4/Add.2).

Carlos Rodriguez, président du Deuxième Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources pour la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, Costa Rica, a souligné que la réalisation des objectifs d'Aichi permettra, notamment: d'offrir des avantages substantiels aux peuples et aux économies à travers le monde; d'appuyer les possibilités économiques et commerciales et la création d'emplois; de donner une valeur à l'assurance; et de contribuer à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation et à la résilience.

Francis Ogwal, co-président du Séminaire de dialogue informel sur l'intensification du financement pour la biodiversité et Point focal national, Ouganda, a présenté un rapport sur le Séminaire de dialogue de Quito et a examiné, entre autres: l'intégration de la biodiversité pour l'évaluation des valeurs de la biodiversité; les mesures d'incitation et les options de financement, y compris le paiement pour les services écosystémiques (PSE) et la compensation de la biodiversité; l'accès et le partage des avantages (APA); les réformes fiscales et les taxes internationales; et les synergies pour le financement de la biodiversité.

La THAILANDE a demandé au Secrétariat d'élaborer un plan de travail en mettant l'accent sur d'autres ateliers sur les mesures d'incitation. La SUISSE a noté que l'Objectif d'Aichi 20 est l'objectif contraignant sur cette question. Le BRÉSIL a déclaré qu'il est prématuré de discuter des flux financiers liés à la biodiversité, car cela rend inappropriée l'adoption des objectifs préliminaires qui ont été suggérés.

L'EQUATEUR a appelé à un renforcement des activités au sein de l'Initiative de financement de la biodiversité (BioFin) pour mettre en œuvre les objectifs, et a souligné que l'aide publique au développement (APD) est insuffisante pour la réalisation des objectifs d'Aichi. La NORVEGE a réitéré son soutien pour doubler le financement international de la biodiversité d'ici à 2015 «si la base est telle que définie dans la même décision».

L'UE a noté que, en plus de l'adoption d'objectifs finaux de mobilisation des ressources, il est nécessaire de confirmer le financement moyen de la biodiversité pour la période 2006-2010 comme référence finale pour la cible internationale. Le MEXIQUE a souligné la nécessité d'une approche diversifiée de la mobilisation des ressources. Le BELARUS a appelé à une plus grande considération des ressources à verser aux pays d'Europe orientale, faisant référence aux nouvelles priorités du FEM en matière de financement. La BOLIVIE a souligné l'inclusion des communautés autochtones et locales (CAL) dans la prise de décisions sur les questions de la biodiversité, y compris le financement.

Le TOGO a appelé à une réévaluation de l'applicabilité des mécanismes de financement disponibles. L'INDE a souligné, entre autres: qu'ils ne sont pas favorables à l'inclusion des ressources financières nationales dans la décision cible, et aimeraient que la cible soit dans le contexte des dispositions de l'article 20 (ressources financières) de la CDB; et la BioFin semble avoir un contenu normatif sous-jacent sur la façon dont les pays en développement peuvent développer leurs SPANB.

La COLOMBIE a appelé à la mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources plutôt que des approches isolées, et a souligné la nécessité d'un financement complémentaire pour la biodiversité fourni par le FEM. Le CANADA a exprimé son intérêt dans la façon dont la feuille de route de Pyeongchang reflètera les données recueillies, soulignant que l'APD seule n'est pas en mesure de fournir suffisamment des ressources.

Le PEROU, appuyé par l'ARGENTINE, a précisé la nécessité d'impliquer les sciences naturelles et l'économie, suggérant qu'il s'agira d'une application nouvelle et novatrice.

L'ARGENTINE a appelé à la création d'un groupe de travail sur la mobilisation des ressources pour aider à la réalisation des objectifs, et a demandé un appui pour permettre aux pays en développement de participer à la Feuille de route de Pyeongchang.

Le BURUNDI a souligné la nécessité de canaliser les ressources financières de divers bailleurs de fonds pour soutenir les objectifs sectoriels. CUBA a souligné la nécessité de ressources financières extérieures «nouvelles, complémentaires et prévisibles». L'ETHIOPIE s'est opposée à l'inclusion des ressources nationales dans la recommandation. Un représentant d'une ONG a appelé au renforcement des travaux sur la mobilisation des ressources. Les CAL ont souligné la nécessité de la pleine participation des peuples autochtones dans la stratégie de mobilisation des ressources.

MÉCANISME DE FINANCEMENT: Dans l'après-midi, le Secrétariat a présenté les documents (UNEP/CBD/WGRI/5/5 et UNEP/CBD/WGRI/5/5/Add.1).

S'agissant de l'efficacité du FEM, la THAÏLANDE a suggéré l'établissement des priorités sur lesquelles les mécanismes de financement devront concentrer leur appui entre 2015 et 2020. La NORVEGE, avec la SUISSE, a rappelé que les besoins identifiés dans le cadre de la CDB ne peuvent pas être traités adéquatement en utilisant les ressources actuellement disponibles.

L'INDE a appelé à une plus grande facilitation par le FEM sur la conservation des plantes et la biosécurité. L'EQUATEUR a suggéré que le FEM doit être cohérent avec le programme de développement durable, et collaborer avec le Groupe de travail ouvert sur le développement durable.

L'AFRIQUE DU SUD a exprimé sa préoccupation concernant la sécurisation du financement adéquat et a proposé que le FEM et la CDB mettent en place une fenêtre de soutien financier pour le Protocole de Cartagena.

La GTEA 5 a établi un groupe de contact sur la mobilisation des ressources et le mécanisme de financement, co-présidé par Jeremy Eppel, Royaume-Uni, et Francis Ogwal, Ouganda.

DANS LES CORRIDORS

Le premier jour de la GTEA 5, les délégués s'étaient préparés pour l'ordre du jour chargé. A propos des nombreuses questions à examiner, certains délégués ont manifesté de la confusion sur le contenu du projet de «feuille de route de Pyeongchang pour 2020», et l'un d'entre eux s'est inquiété que cela pourrait «diffuser l'énergie dont on a besoin pour un examen à mi-parcours approfondi du plan stratégique et de la réalisation des objectifs d'Aichi». Les délégués se sont engagés dans de longues discussions sur la stratégie de mobilisation des ressources, en s'attardant sur les questions litigieuses. «La quantification des ressources est essentielle pour parvenir à tout accord pratique sur les recommandations et éviter l'imprécision», a déclaré un délégué, et il reste à savoir si la création d'un groupe de contact pour mener les discussions conduira à un quelconque compromis.